



- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 127

1^{er} trimestre 2006

- Juillet 2006 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>12</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>14</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>14</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	15
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	17
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 Taux réglementés	20
6.2 Principaux taux de marché	20
6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	20
6.4 Taux de l'usure	20
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 Emission mensuelle de billets euros	21
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient locaux ou non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle

La crise sanitaire du Chikungunya, tout comme le mouvement entamé de remontée des taux d'intérêt, n'ont pas entraîné de diminution marquée de la demande globale de financements bancaires. La conjoncture financière au premier trimestre de l'année 2006 est demeurée conforme aux tendances traditionnellement observées en début d'année sur la place bancaire, avec un ralentissement du rythme de croissance de la collecte de dépôts et de la distribution de crédits. Cette évolution fait suite à une fin d'année 2005 particulièrement dynamique, notamment en matière de financement de l'investissement des entreprises ou de l'immobilier des ménages.

Le premier trimestre 2006 enregistre toutefois le maintien d'une forte demande de financements d'exploitation de la part des entreprises (+ 27 millions d'€ soit + 2,9 % sur le trimestre après + 76 millions d'€ au quatrième trimestre 2005) et la poursuite d'une sensible progression des crédits à l'habitat des ménages (+ 62 millions d'€ soit + 2,1 % sur le trimestre).

Le deuxième trimestre 2006 devrait enregistrer une amélioration de l'activité bancaire et des principaux indicateurs de rentabilité.

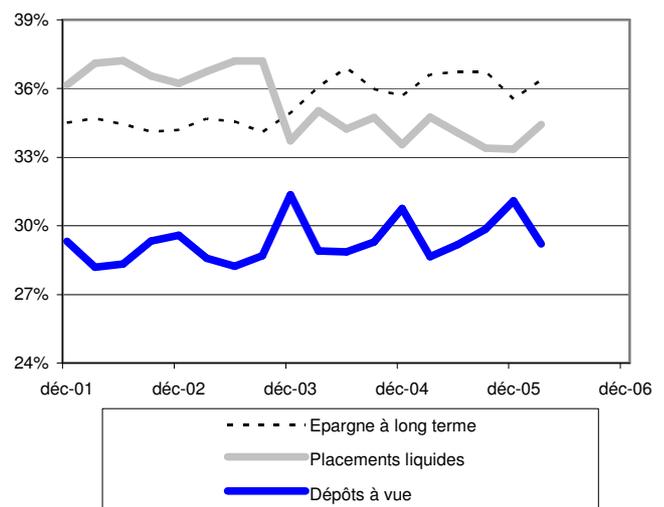
1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 8.611 millions d'€ à fin mars 2006, en progression de + 44 millions d'€ par rapport au trimestre précédent (après + 387 millions d'€ entre septembre et décembre 2005 et + 243 millions d'€ entre juin et septembre 2005). A titre de comparaison, la hausse des actifs financiers s'était établie à + 92 millions d'€ au premier trimestre de l'année antérieure.

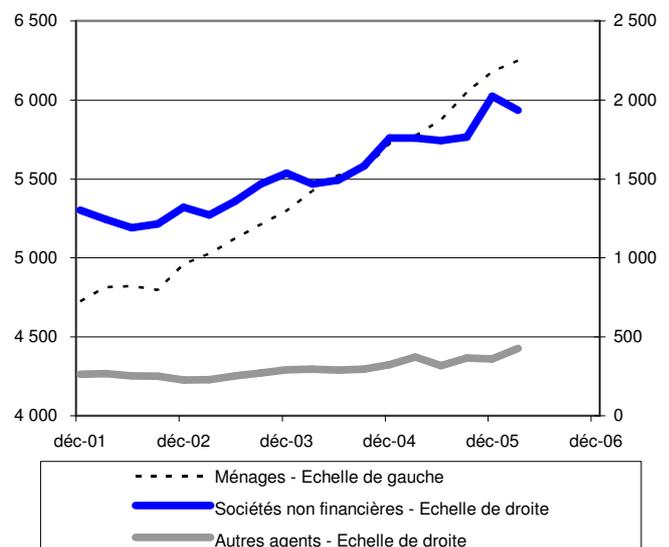
L'évolution des différents types de placements au premier trimestre 2006 demeure conforme aux mouvements observés les années précédentes. Les encours des **dépôts à vue** diminuent sensiblement (- 148 millions d'€), après avoir progressé fortement aux trimestres précédents (+ 221 millions d'€ entre septembre et décembre 2005 et + 125 millions d'€ le trimestre précédent). Ils avaient diminué de - 137 millions d'€ au premier trimestre 2005.

La collecte des **comptes sur livrets** se redresse par contre sensiblement (+ 45 millions d'€ au premier trimestre 2006) après plusieurs trimestres de stagnation (+ 12 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2005 et + 12 millions d'€ entre juin et septembre 2005). Ce sont les livrets 'A' des caisses d'épargne et les livrets bancaires ordinaires qui progressent le plus rapidement au premier trimestre (respectivement de + 21 millions d'€ et de + 16 millions d'€), bénéficiant notamment de la hausse de leur rémunération de 0,25 point en février. Les autres livrets d'épargne continuent par contre de ralentir, que ce soit les Codevi (+ 3 millions d'€), les comptes d'épargne logement (+ 4 millions d'€), les livrets d'épargne populaire (+ 1 million d'€) ou les

Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



Conjoncture financière et bancaire

livrets jeunes (inchangés). Pour mémoire, la baisse des encours des livrets A avait atteint - 0,7 million d'€ au quatrième trimestre 2005 après - 5,2 millions d'€ au troisième trimestre.

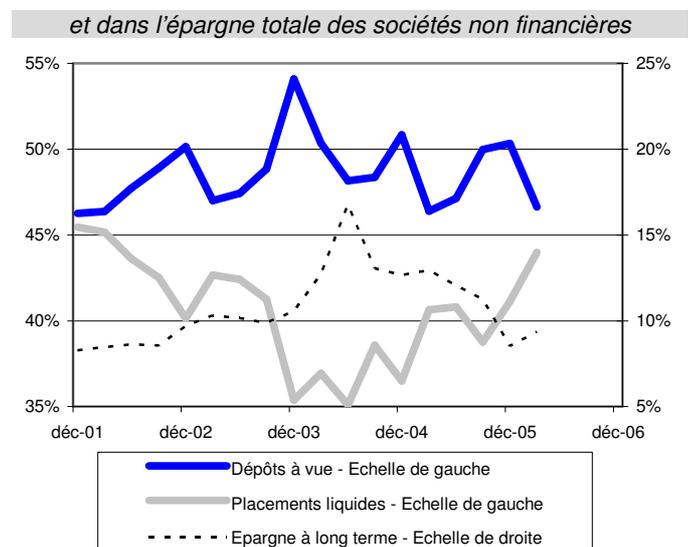
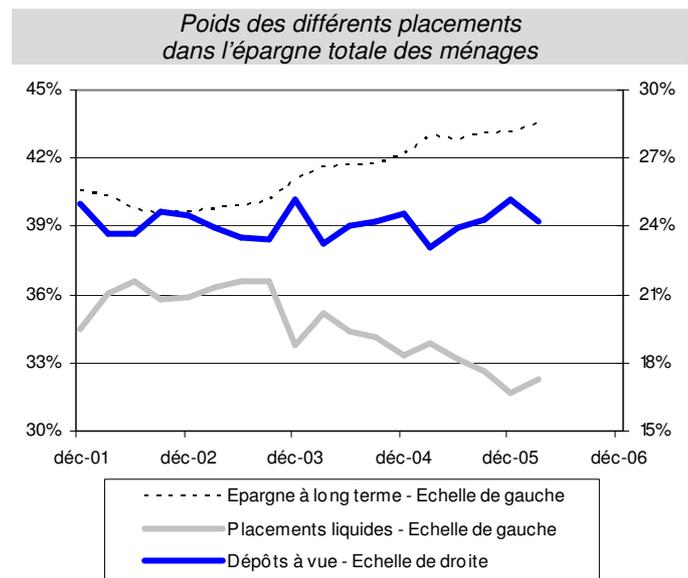
Les **placements liquides indexés sur les taux de marché** augmentent également sensiblement au premier trimestre 2006 (+ 60 millions d'€), à un rythme moins élevé qu'au trimestre précédent (+ 115 millions d'€ entre septembre et décembre 2005). Ce sont les certificats de dépôts négociables et les comptes à terme qui progressent le plus rapidement (respectivement + 61 millions d'€ et + 21 millions d'€ au premier trimestre 2006) tandis que l'encours des OPCVM monétaires diminue de - 19 millions d'€. Ces placements bénéficient notamment des efforts commerciaux des banques pour dynamiser leur collecte de ressources bilancielle, ainsi que du mouvement de remontée des taux d'intérêt à court terme enclenché par les hausses des taux de la BCE en décembre 2005, mars et juin 2006.

L'**épargne à long terme** demeure toujours le placement favori des particuliers. Elle croît au total de + 87 millions d'€ entre décembre 2005 et mars 2006 (après + 30 millions d'€ seulement au quatrième trimestre 2005), essentiellement grâce aux placements d'assurance-vie (+ 53 millions d'€ au premier trimestre 2006). Les actions et obligations en portefeuille titres progressent de + 26 millions d'€ et les OPCVM titres de + 16 millions d'€. En revanche, pour la première fois depuis de nombreuses années, les encours des plans d'épargne logement reculent de - 7 millions d'€ entre décembre 2005 et mars 2006 (après une hausse de + 16 millions d'€ enregistrée au quatrième trimestre 2005), peut-être en liaison avec les modifications de la fiscalité de ce placement.

Les **placements totaux détenus par les ménages réunionnais** ont augmenté de + 65 millions d'€ au cours du premier trimestre 2006 (contre + 134 millions d'€ au quatrième trimestre 2005 et + 74 millions d'€ au troisième trimestre). Cette progression s'est accompagnée de traditionnels arbitrages entre dépôts à vue et placements liquides ou à long terme. Ces derniers croissent respectivement de + 53 millions d'€ et de + 54 millions d'€ au premier trimestre 2006, tandis que les dépôts à vue des ménages diminuent de - 42 millions d'€ pendant le même temps.

Le poids relatif de l'épargne à long terme dans l'épargne totale des ménages continue cependant de s'accroître, pour atteindre 43,5 % à fin mars 2006 contre 43,1 % à fin décembre 2005 et 39,6 % trois ans auparavant. Il demeure toutefois un peu inférieur au maximum de 44,4 % atteint en mars 2000 avant l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés boursiers. A l'inverse, le poids relatif des placements liquides a fortement reculé au cours de ces dernières années même si les récents relèvements de taux opérés par la Banque Centrale Européenne semblent enrayer ce mouvement de baisse ce trimestre-ci.

Les **placements des sociétés non financières** diminuent sensiblement au cours du premier trimestre 2006 (- 89 millions d'€ après + 259 millions d'€ le trimestre précédent). Cette baisse résulte d'une forte diminution des dépôts à vue (- 116 millions d'€ au lieu de + 86 millions d'€ entre septembre et décembre 2005 et + 60 millions d'€ entre juin et septembre 2005) parallèlement à une légère hausse de leurs placements liquides (+ 19 millions d'€ après + 148 millions d'€ au quatrième



trimestre 2005) et de leurs placements à long terme (+ 9 millions d'€ après - 26 millions d'€ au quatrième trimestre 2005 et - 11 millions d'€ au troisième trimestre).

1.2. Les passifs financiers

a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 12 288 millions d'€ au 31 mars 2006, en progression de + 1 277 millions d'€ sur un an soit + 11,6 % en glissement annuel. Ils sont toutefois demeurés pratiquement stables au premier trimestre 2006 (+ 15 millions d'€ soit + 0,5 % en rythme annuel), comme à la même période de l'année précédente (- 12 millions d'€ au premier trimestre 2005).

Avec un encours total de 5 777 millions d'€ à fin mars 2006, les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement, qui diminue de - 0,6 % au cours du premier trimestre mais progresse quand même de + 9,7 % sur un an, est constitué majoritairement de crédits liés à l'activité immobilière (39,6 % à fin mars 2006 en hausse de + 1,2 % sur le trimestre) et de crédits d'investissement (38,0 % en baisse de - 3,5 %). Les crédits d'exploitation consentis aux entreprises représentent 16,3 % du total, en augmentation de + 3,0 % sur le premier trimestre.

Les crédits consentis aux **ménages**, principalement constitués de crédits à l'habitat (64,9 %) et de crédits à la consommation (30,6 %), atteignent 5 076 millions d'€ à fin mars 2006, en progression de + 14,1 % en glissement annuel. Leur hausse sur le premier trimestre atteint + 1,6 %.

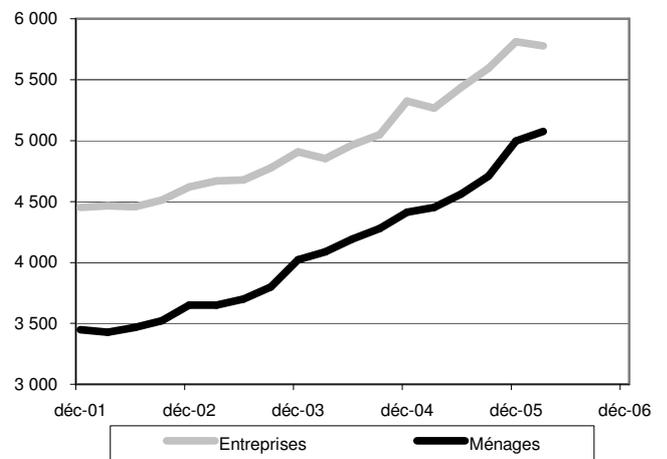
L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1 191 millions d'€ (en hausse de + 11,8 % sur un an mais en recul de - 1,5 % sur le premier trimestre 2006).

b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

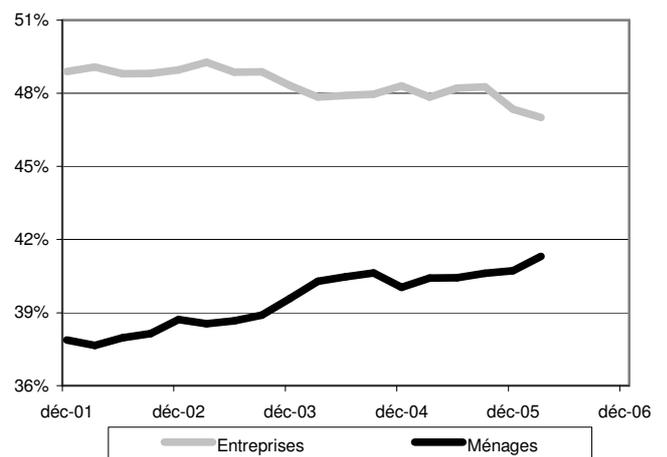
Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 9 311 millions d'€ à la fin du premier trimestre 2006, en progression de + 45 millions d'€ sur le trimestre (+ 27,5 % en rythme annuel) contre + 545 millions d'€ au cours du trimestre précédent, et de + 1 158 millions d'€ par rapport à fin mars 2005 (+ 14,2 % en glissement annuel).

Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont les **particuliers**, avec une dette de 4 771 millions d'€ à fin mars 2006, en hausse de

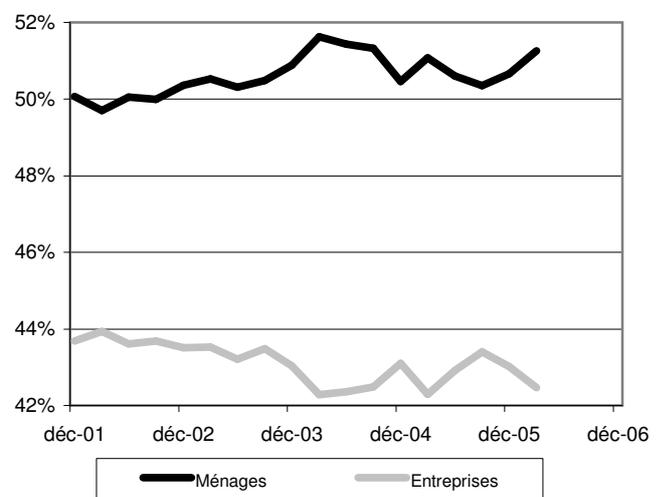
*Concours bruts totaux (zone et hors zone)
par agent économique (en millions d'€)*



*Proportion des crédits par agent économique
dans les concours bruts totaux (zone et hors zone)*



*Proportion des crédits par agent économique
dans le total des concours bruts locaux*



Conjoncture financière et bancaire

+ 14,6 % en glissement annuel (mais de + 1,6 % sur le premier trimestre soit + 6,6 % en rythme annuel). Celle-ci s'est accrue de + 77 millions d'€ au cours du premier trimestre (contre + 286 millions d'€ au quatrième trimestre et + 141 millions d'€ au troisième trimestre) et de + 608 millions d'€ au cours des douze derniers mois. Elle se compose majoritairement de crédits à l'habitat (3 055 millions d'€ soit 64,0 % du total brut) et de crédits à la consommation (1 498 millions d'€ soit 31,4 % du total brut).

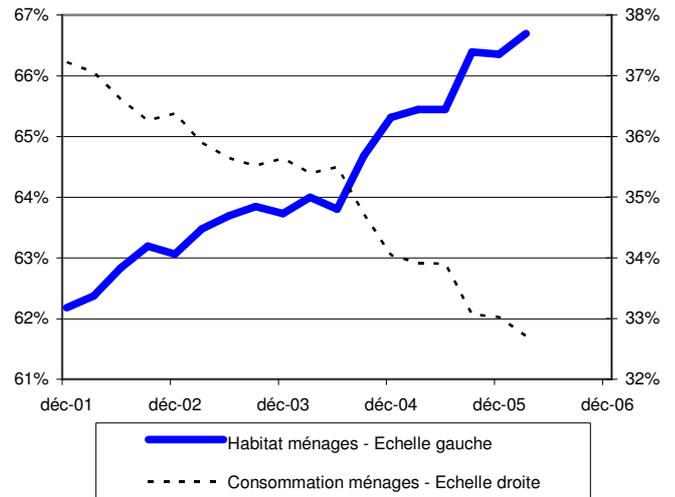
La croissance des crédits à l'habitat consentis aux ménages (+ 8,7% en rythme annuel sur le trimestre et +17,5% en glissement annuel) s'est poursuivie au premier trimestre 2006, bien qu'en léger ralentissement par rapport aux trimestres précédents (+ 62 millions d'€ contre + 192 millions d'€ au quatrième trimestre 2005 et + 130 millions d'€ au troisième trimestre). Le financement de la consommation des ménages est demeuré stable au premier trimestre 2006 (+ 0,7 % entre décembre 2005 et mars 2006, soit + 11,2 % en glissement sur douze mois), conformément aux évolutions communément observées les années précédentes.

La part des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers progresse légèrement au quatrième trimestre 2005 pour atteindre 4,0 % contre 3,9 % au trimestre précédent. En montant brut, elles augmentent de + 3,1 % (+ 6 millions d'€) sur le trimestre, retrouvant leur niveau de mars 2005.

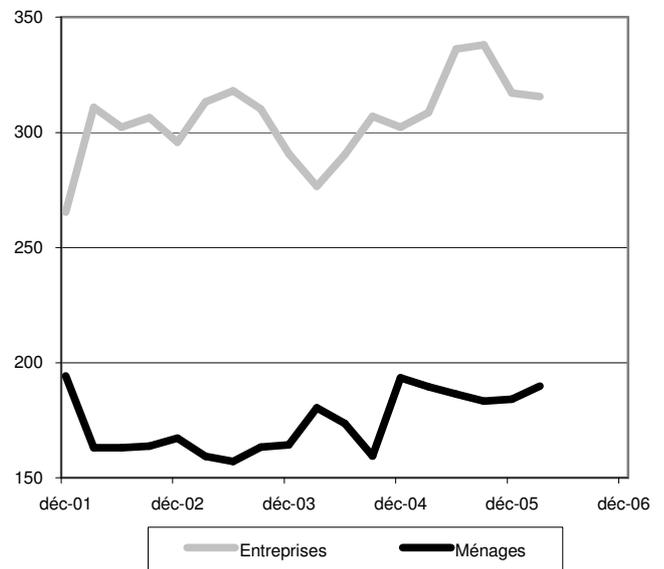
Après la forte dégradation saisonnière des soldes d'opinion enregistrée au cours du premier trimestre, accentuée par les conséquences de la crise sanitaire de l'épidémie de Chikungunya, les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM anticipent une accélération du financement de la consommation des ménages et de l'octroi des prêts à l'habitat au cours du second trimestre 2006, ainsi que des dépôts collectés.

Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 3 955 millions d'€ à fin mars 2006, en baisse de - 31 millions d'€ au cours du premier trimestre 2006 (- 0,8 %), mais en augmentation de + 507 millions d'€ par rapport à mars 2006 (soit + 14,7 % en glissement sur derniers mois). La baisse enregistrée au cours du trimestre a essentiellement concerné les crédits d'investissement qui diminuent de - 80 millions d'€ (- 3,6 %) , tandis que les crédits d'exploitation augmentent de + 27 millions d'€ (+ 2,9 % sur le trimestre) et que les créances douteuses demeurent stables (- 0,5 % au cours du trimestre). Ces évolutions relaient la thèse d'une diminution d'activité pour les entreprises et d'une

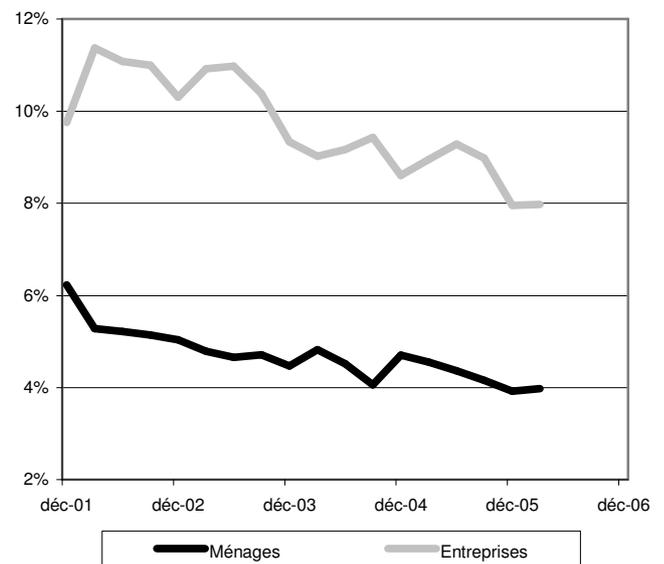
Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages



Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)



Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique



tension sur les situations de trésorerie, en liaison avec les effets du Chikungunya et de la tempête tropicale Diwa sur la conjoncture du début d'année.

Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés reflètent le sensible ralentissement enregistré dans l'octroi de crédits aux entreprises. Ceux-ci anticipent toutefois une notable reprise au cours du second trimestre 2006, toutefois plus marquée pour les crédits d'exploitation que pour les crédits d'investissement.

L'endettement des collectivités publiques auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 409 millions d'€ en mars 2006, en hausse de + 12,2 % sur les douze derniers mois.

1.3. Les risques recensés au SCR

Au 31 mars 2006, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 7 667 millions d'€, en hausse de + 11,3 % sur les douze derniers mois et de + 3,6 % par rapport à décembre 2005. Une partie de cette progression s'explique par l'évolution à la baisse du seuil de déclaration au SCR, qui est passé de 45 000 € à 25 000 € en janvier 2006.

Le secteur de l'immobilier tient toujours une place prépondérante (37,5 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM. Il faut surtout noter la forte augmentation des financements octroyés au secteur du commerce (+ 34,1 % sur les douze derniers mois et + 19,9 % par rapport à décembre 2005), principalement concerné par l'abaissement du seuil de déclaration des risques au SCR.

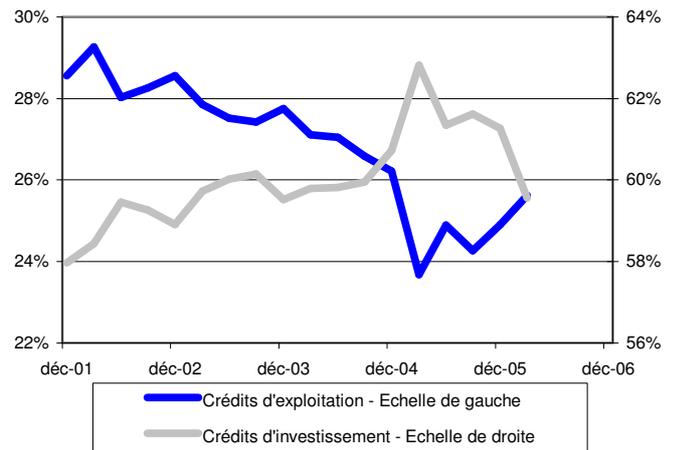
1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, menée au cours du mois de janvier 2006, a fait ressortir un **taux moyen pondéré global de 5,16 %**, en légère baisse (- 6 points de base) par rapport à la précédente enquête (5,22 % en juillet 2005). Les conditions débitrices moyennes des concours à terme s'établissent à 4,13 %, en baisse de 13 points de base par rapport au semestre précédent, tandis que les conditions débitrices moyennes à court terme restent stables à 5,78 %.

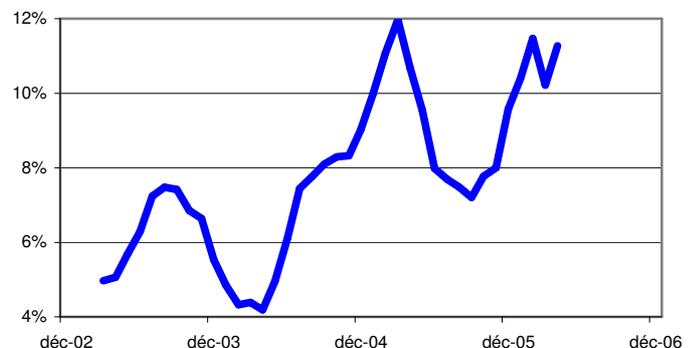
2 - Perspectives

L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir pour le premier trimestre 2006 une forte dégradation des principaux indicateurs d'activité et de résultat des banques, après une bonne année 2005. Pratiquement seule l'appréciation portée sur l'évolution du coût du risque n'a pas été dégradée au cours de ce trimestre, suivant en cela la stabilité enregistrée par le poids des créances douteuses dans le bilan des établissements interrogés. La tendance pour le second trimestre 2006 redevient toutefois largement positive, hormis pour l'appréciation portée sur l'environnement économique ; le solde d'opinion des dirigeants d'établissement demeurant négatif à - 25 % d'opinions défavorables.

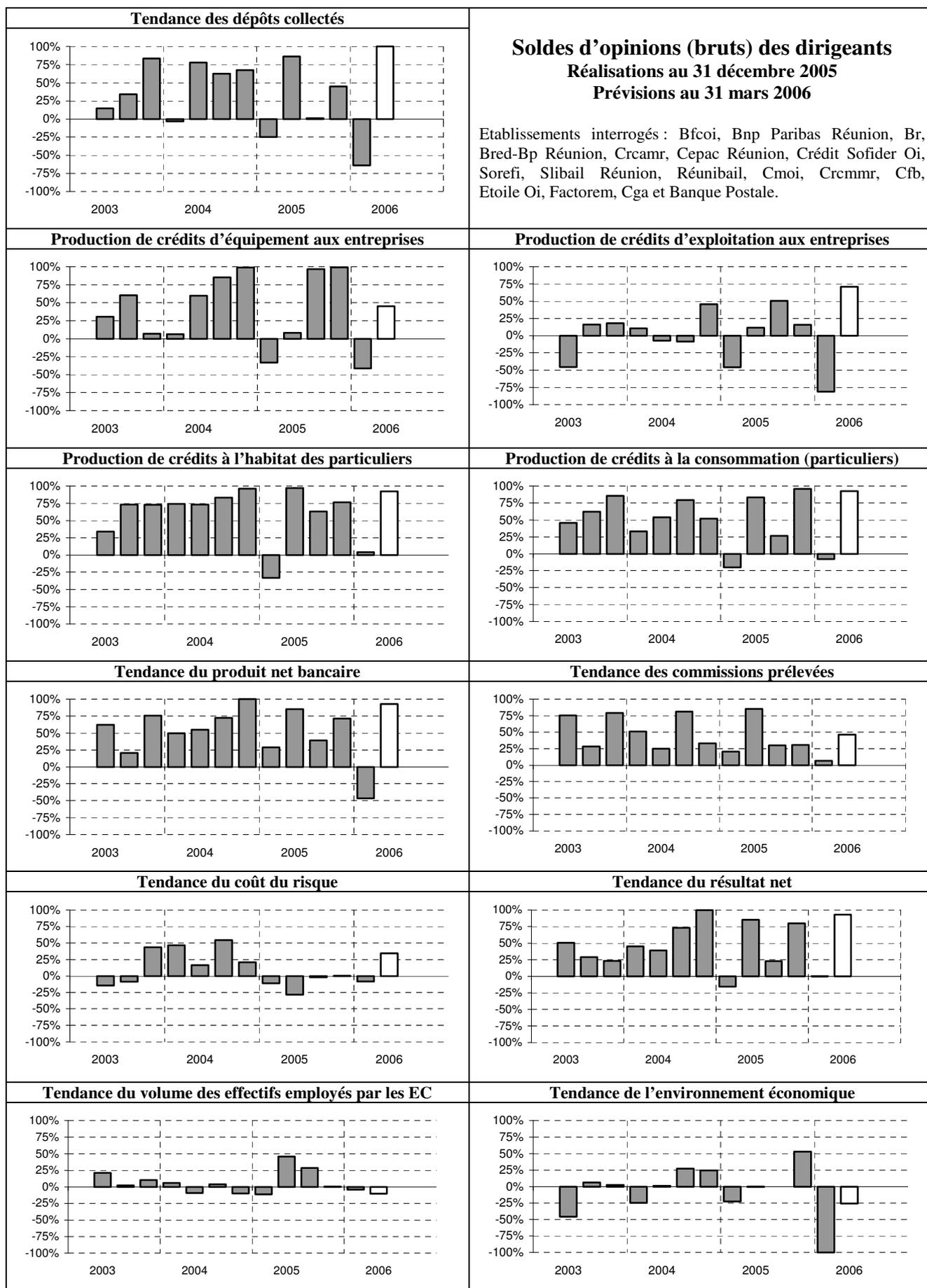
Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises



Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



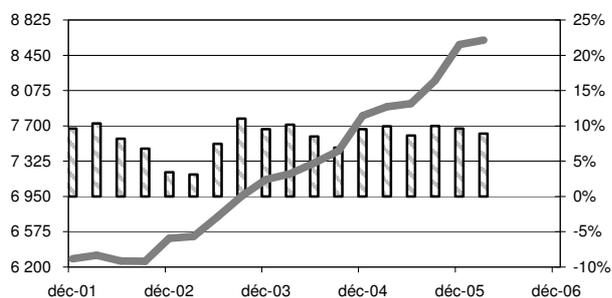
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 469,859	1 492,878	1 581,283	1 764,453	1 760,110	1 744,095	1 765,181	2 024,002	1 935,300	10,0%	-4,4%
Dépôts à vue	740,092	719,093	764,829	894,248	816,892	822,200	882,377	1 018,913	902,789	10,5%	-11,4%
Placements liquides ou à court terme	542,997	523,790	610,010	646,183	715,424	711,776	684,213	832,411	851,363	19,0%	2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,856	4,449	0,855	0,846	1,133	9,187	5,743	3,356	12,752	-n.s.	-n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	542,141	519,341	609,155	645,337	714,291	702,589	678,470	829,055	838,611	17,4%	1,2%
<i>dont comptes à terme</i>	172,892	160,180	184,183	208,002	238,476	227,028	244,957	261,050	227,065	-4,8%	-13,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	216,919	210,567	242,964	200,726	249,081	223,047	215,990	253,527	236,370	-5,1%	-6,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	57,9%	21,4%
Epargne à long terme	186,770	249,995	206,444	224,022	227,794	210,119	198,591	172,678	181,148	-20,5%	4,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	86,756	100,145	103,000	117,309	114,150	111,323	89,650	58,545	63,868	-44,0%	9,1%
Ménages	5 422,819	5 528,735	5 564,106	5 718,886	5 768,538	5 874,758	6 048,762	6 182,735	6 248,100	8,3%	1,1%
Dépôts à vue	1 261,051	1 326,147	1 343,222	1 408,004	1 333,862	1 408,715	1 470,188	1 556,277	1 514,262	13,5%	-2,7%
Placements liquides ou à court terme	1 905,967	1 902,335	1 900,239	1 901,193	1 954,896	1 949,066	1 975,714	1 961,122	2 014,460	3,0%	2,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 521,648	1 533,706	1 546,107	1 574,370	1 615,594	1 629,411	1 645,677	1 660,272	1 696,204	5,0%	2,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	551,530	559,981	568,904	591,473	608,890	618,195	634,238	644,107	660,199	8,4%	2,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	469,978	462,898	462,600	460,585	470,640	469,735	468,027	469,713	481,468	2,3%	2,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	30,399	30,253	31,530	31,528	5,7%	0,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	103,259	108,767	111,369	115,400	119,161	120,813	122,422	124,938	126,009	5,7%	0,9%
<i>dont CODEVI</i>	148,815	149,927	150,069	154,788	158,902	160,575	160,294	161,691	164,975	3,8%	2,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	215,582	218,567	219,666	222,518	228,177	229,694	230,443	228,293	232,025	1,7%	1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	384,319	368,629	354,132	326,823	339,302	319,655	330,037	300,850	318,256	-6,2%	5,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	171,768	172,654	162,447	168,078	198,356	165,824	176,061	169,811	202,103	1,9%	19,0%
<i>dont bons de caisse</i>	37,409	36,613	28,314	28,874	30,005	23,984	25,590	24,107	22,395	-25,4%	-7,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	175,142	159,362	163,371	129,871	110,941	129,847	128,386	106,932	93,758	-15,5%	-12,3%
Epargne à long terme	2 255,801	2 300,253	2 320,645	2 409,689	2 479,780	2 516,977	2 602,860	2 665,336	2 719,377	9,7%	2,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	823,874	826,208	831,009	853,294	870,054	871,404	877,185	893,285	886,514	1,9%	-0,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	129,019	124,968	121,519	121,604	118,874	114,565	112,190	111,343	108,359	-8,8%	-2,7%
<i>dont portefeuille-titres</i>	224,077	208,895	204,127	221,575	230,535	219,386	237,916	247,879	262,760	14,0%	6,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	138,055	155,881	157,146	165,881	164,660	170,132	184,556	191,740	185,868	12,9%	-3,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	933,876	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 211,890	1 265,347	16,3%	4,4%
<i>dont contrats PERP</i>				0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	-	19,9%
Autres agents	296,571	283,812	289,607	325,411	372,368	318,618	366,597	360,413	427,559	14,8%	18,6%
Dépôts à vue	76,645	62,948	69,703	99,500	113,698	85,966	89,350	87,962	97,722	-14,1%	11,1%
Placements liquides ou à court terme	68,772	75,028	71,844	72,240	75,633	42,915	72,821	66,254	99,294	31,3%	49,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	20,300	20,148	19,161	19,472	17,570	15,638	15,035	15,151	14,776	-15,9%	-2,5%
Placements indexés sur les taux de marché	48,472	54,880	52,683	52,768	58,063	27,277	57,786	51,103	84,518	45,6%	65,4%
Epargne à long terme	151,154	145,836	148,060	153,671	183,037	189,737	204,426	206,197	230,543	26,0%	11,8%
Total actifs financiers	7 189,263	7 305,443	7 435,015	7 808,772	7 901,020	7 937,477	8 180,548	8 567,147	8 610,959	9,0%	0,5%
Dépôts à vue	2 077,787	2 108,187	2 177,757	2 401,756	2 264,456	2 316,883	2 441,917	2 663,148	2 514,773	11,1%	-5,6%
Placements liquides ou à court terme	2 517,736	2 501,157	2 582,094	2 619,621	2 745,949	2 703,759	2 732,752	2 859,789	2 965,118	8,0%	3,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 542,803	1 558,305	1 566,123	1 594,691	1 634,294	1 654,239	1 666,459	1 678,781	1 723,732	5,5%	2,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	572,618	581,011	588,855	611,721	627,521	637,013	652,457	662,483	678,004	8,0%	2,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	470,044	466,465	462,667	460,659	470,714	475,741	470,585	469,847	491,191	4,4%	4,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,484	33,566	33,498	29,607	29,824	30,401	30,256	31,529	31,528	5,7%	0,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	103,258	108,766	111,368	115,399	119,159	120,813	122,421	124,938	126,009	5,7%	0,9%
<i>dont CODEVI</i>	148,815	149,930	150,070	154,788	158,903	160,576	160,295	161,691	164,975	3,8%	2,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	215,584	218,567	219,665	222,517	228,173	229,695	230,445	228,293	232,025	1,7%	1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	974,933	942,852	1 015,971	1 024,930	1 111,655	1 049,520	1 066,293	1 181,008	1 241,386	11,7%	5,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	359,399	347,163	363,618	389,346	450,164	408,470	453,616	444,387	464,966	3,3%	4,6%
<i>dont bons de caisse</i>	43,373	42,755	36,814	36,967	37,343	30,675	31,999	53,088	51,027	36,6%	-3,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	346,557	57,9%	21,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	425,740	410,437	440,350	370,069	404,722	364,522	369,541	398,021	378,836	-6,4%	-4,8%
Epargne à long terme	2 593,740	2 696,099	2 675,164	2 787,395	2 890,615	2 916,835	3 005,879	3 044,210	3 131,068	8,3%	2,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	823,872	826,209	831,011	853,291	870,058	871,405	877,186	893,284	886,514	1,9%	-0,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	129,020	124,967	121,518	121,605	118,874	114,566	112,192	111,342	108,359	-8,8%	-2,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,916	7,096	6,846	6,878	6,752	7,150	6,881	6,742	7,581	12,3%	12,4%
<i>dont portefeuille-titres</i>	341,644	372,842	322,929	341,962	357,470	336,767	368,923	383,336	409,649	14,5%	6,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	358,412	387,765	392,848	423,187	448,556	452,607	456,566	435,158	450,850	0,5%	3,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	933,876	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 211,890	1 265,347	16,3%	4,4%
<i>dont contrats PERP</i>				0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	2,948	-	19,9%

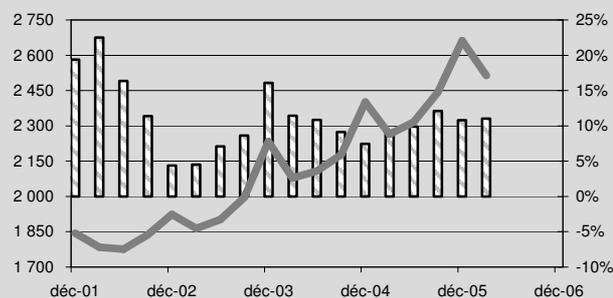
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

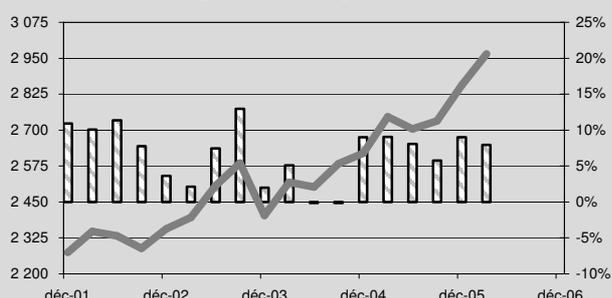
Ensemble des actifs financiers



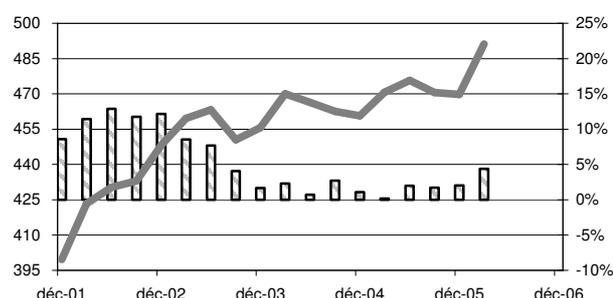
Dépôts à vue



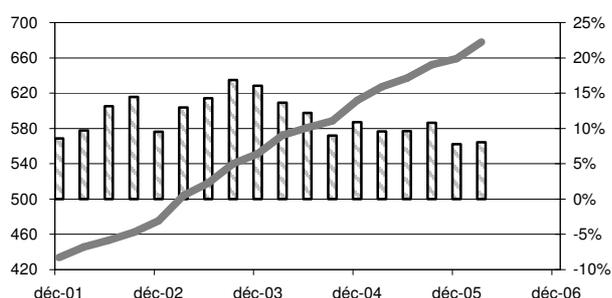
Ensemble des placements liquides ou à court terme



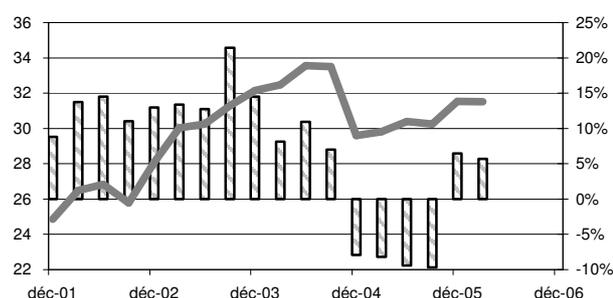
Livrets 'A' des caisses d'épargne



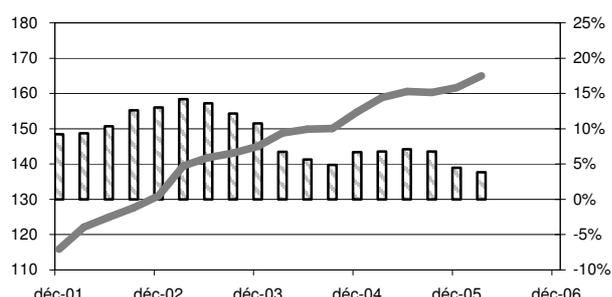
Livrets ordinaires



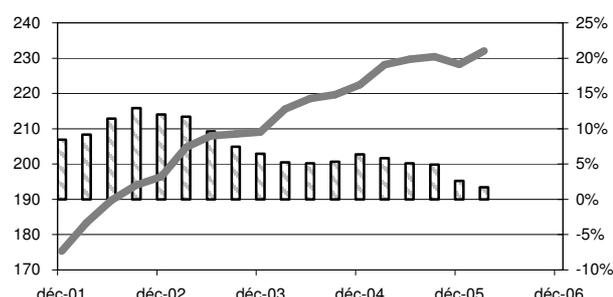
Livrets jeunes



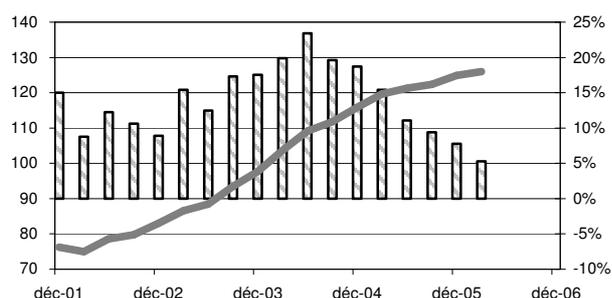
Codevi (comptes de développement industriel)



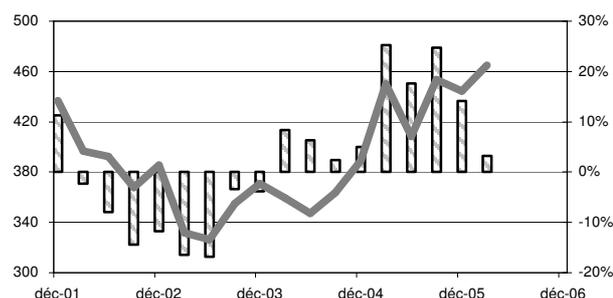
Comptes d'épargne logement



Livrets d'épargne populaire



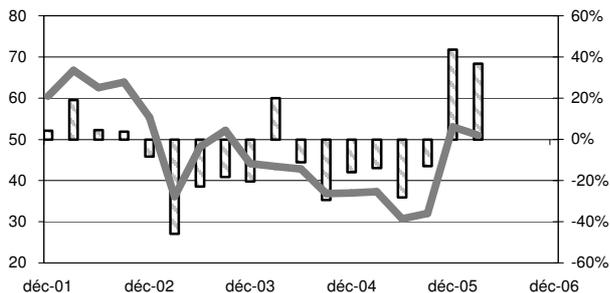
Dépôts à terme



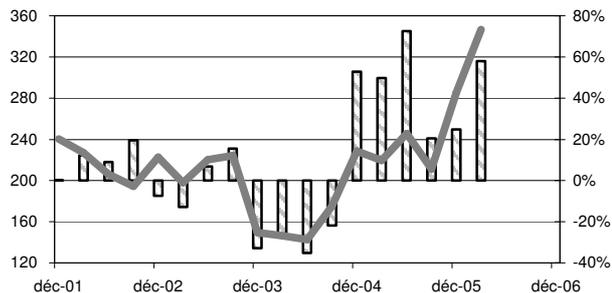
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

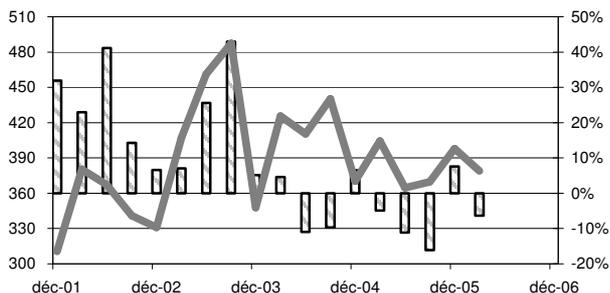
Bons de caisse et bons d'épargne



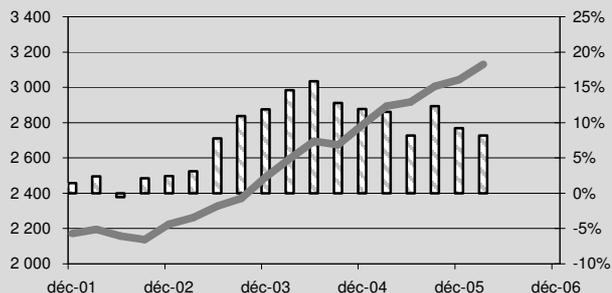
Certificats de dépôts négociables



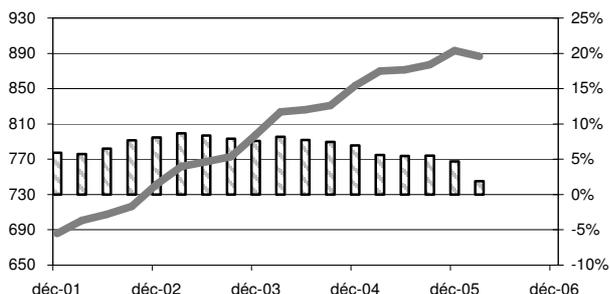
OPCVM monétaires



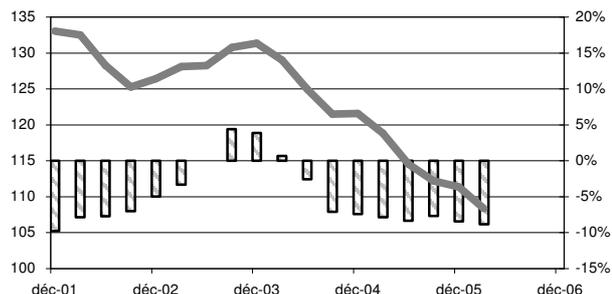
Epargne à long terme



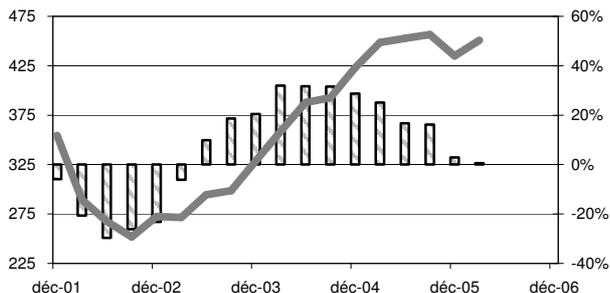
Plans d'épargne logement



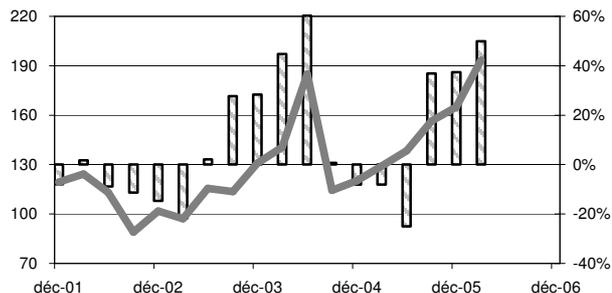
Plans d'épargne populaire



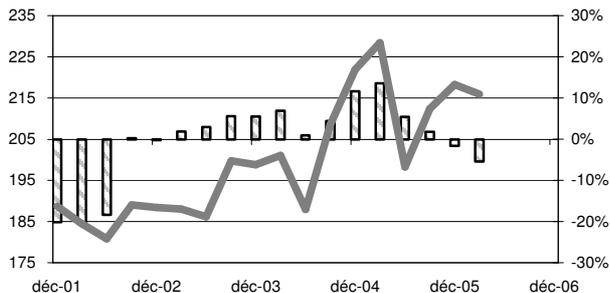
OPCVM titres en portefeuille titres



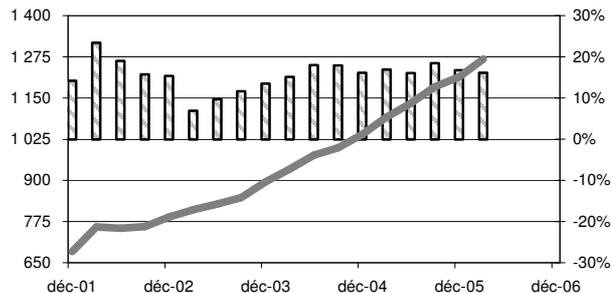
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

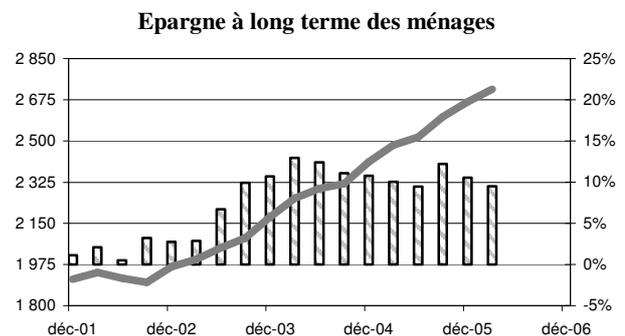
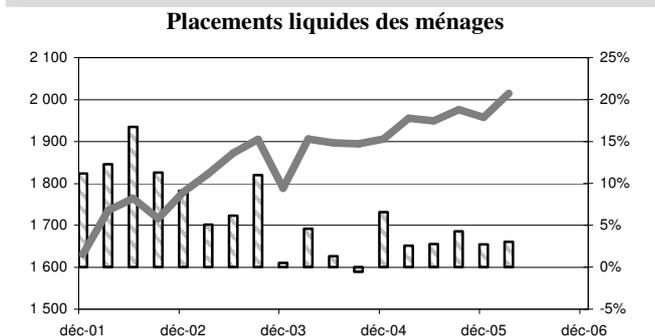
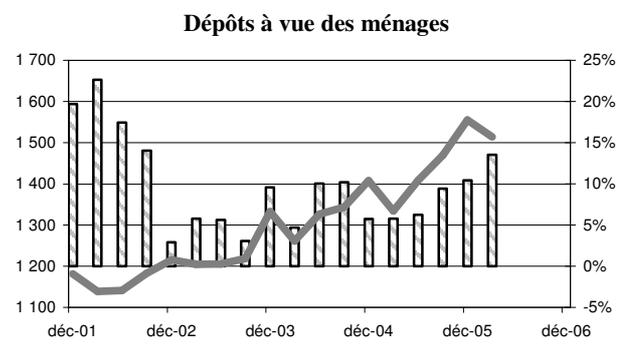
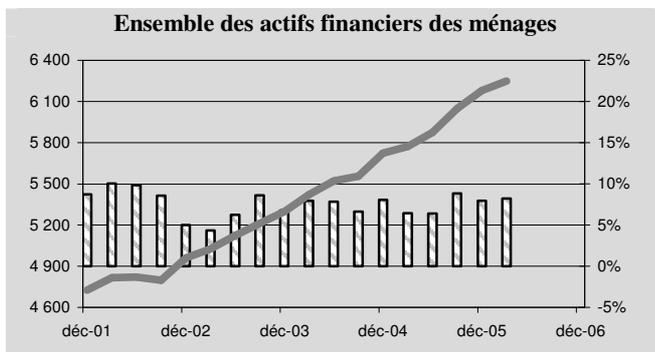


Assurance-vie



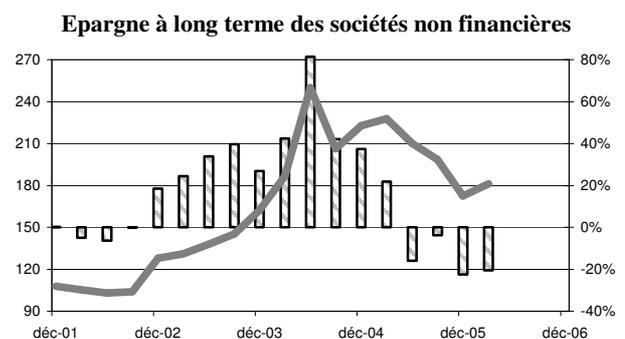
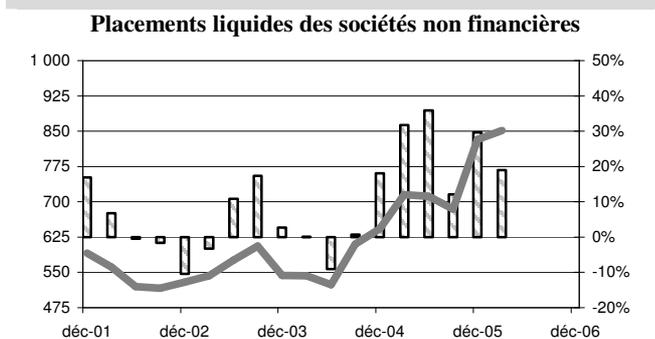
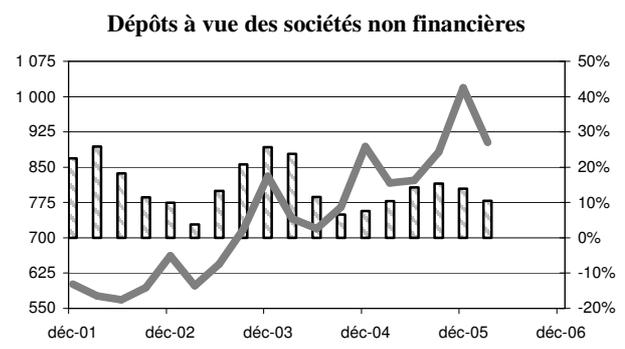
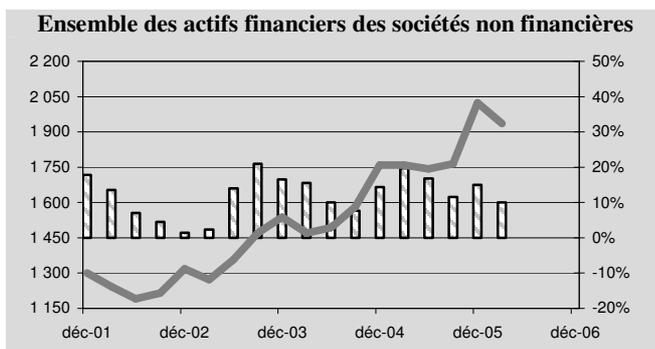
Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

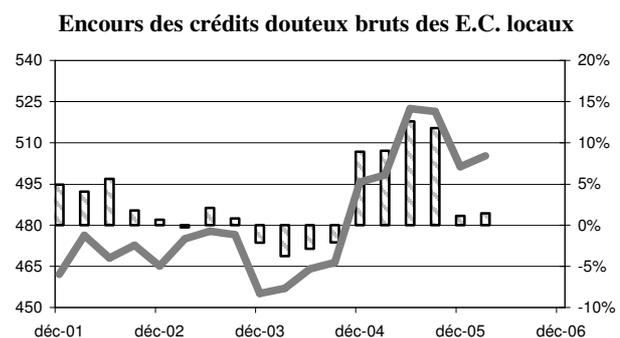
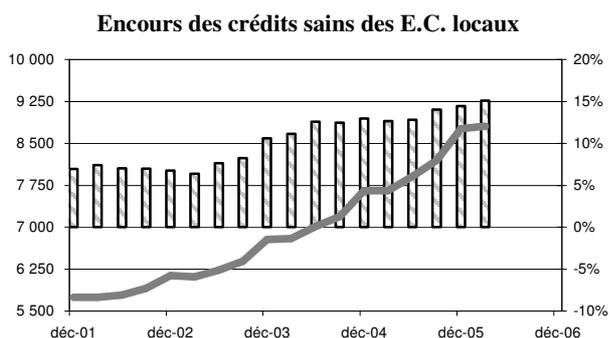


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	756,304	777,557	780,958	841,173	743,366	817,062	830,285	905,838	932,426	25,4%	2,9%
Créances commerciales	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	-4,0%	-14,7%
Crédits de trésorerie	461,882	456,153	454,047	489,075	427,799	458,262	481,669	500,562	501,537	17,2%	0,2%
Comptes ordinaires débiteurs	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	80,4%	27,2%
Affacturation	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	35,4%	0,1%
Crédits d'investissement	1 668,207	1 720,864	1 766,482	1 951,456	1 973,064	2 015,322	2 113,530	2 249,465	2 169,124	9,9%	-3,6%
Crédits à l'équipement	1 482,258	1 526,328	1 563,570	1 735,614	1 767,415	1 810,327	1 906,910	2 041,255	1 986,846	12,4%	-2,7%
Crédit-bail	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	182,278	-11,4%	-12,5%
Crédits à l'habitat	296,605	310,378	330,251	362,806	374,276	400,186	434,583	481,370	511,182	36,6%	6,2%
Autres crédits	67,936	66,957	67,678	56,156	48,523	50,287	49,542	32,284	26,742	-44,9%	-17,2%
Encours sain	2 789,052	2 875,756	2 945,369	3 211,591	3 139,229	3 282,857	3 427,940	3 668,957	3 639,474	15,9%	-0,8%
Créances douteuses brutes	276,266	290,283	306,851	302,273	308,647	336,136	337,895	316,989	315,499	2,2%	-0,5%
Encours total	3 065,318	3 166,039	3 252,220	3 513,864	3 447,876	3 618,993	3 765,835	3 985,946	3 954,973	14,7%	-0,8%
Taux de créances douteuses	9,0%	9,2%	9,4%	8,6%	9,0%	9,3%	9,0%	8,0%	8,0%	-1,0 pt	0,0 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 259,983	1 302,273	1 307,482	1 334,059	1 347,530	1 380,963	1 396,623	1 488,203	1 498,022	11,2%	0,7%
Crédits de trésorerie	1 156,072	1 197,409	1 200,003	1 230,968	1 236,923	1 264,316	1 294,642	1 374,605	1 382,961	11,8%	0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,482	6,3%	2,1%
Crédit-bail	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	2,1%	0,6%
Crédits à l'habitat	2 279,863	2 344,067	2 438,333	2 561,202	2 600,894	2 670,340	2 800,404	2 992,570	3 054,816	17,5%	2,1%
Autres crédits	22,701	26,574	23,848	38,294	25,535	28,982	27,342	29,103	28,728	12,5%	-1,3%
Encours sain	3 562,547	3 672,914	3 769,663	3 933,555	3 973,959	4 080,285	4 224,369	4 509,876	4 581,566	15,3%	1,6%
Créances douteuses brutes	180,298	173,691	159,413	193,425	189,624	186,400	183,337	184,085	189,762	0,1%	3,1%
Encours total	3 742,844	3 846,605	3 929,076	4 126,980	4 163,583	4 266,685	4 407,706	4 693,961	4 771,328	14,6%	1,6%
Taux de créances douteuses	4,8%	4,5%	4,1%	4,7%	4,6%	4,4%	4,2%	3,9%	4,0%	-0,6 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,719	6,676	5,815	-51,4%	-12,9%
Crédits de trésorerie	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,898	3,413	3,020	-65,8%	-11,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	-10,3%	-14,3%
Crédits à l'équipement	301,960	294,836	302,021	336,931	350,443	354,756	362,873	393,608	401,363	14,5%	2,0%
Autres crédits	1,865	1,770	1,745	1,597	1,576	1,451	1,515	1,379	1,367	-13,3%	-0,9%
Encours sain	315,555	311,165	313,897	347,051	363,972	365,256	371,107	401,663	408,545	12,2%	1,7%
Créances douteuses brutes	0,058	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	23,8%	0,8%
Encours total	315,613	311,168	313,900	347,054	363,975	365,259	371,110	401,666	408,548	12,2%	1,7%
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	125,631	152,366	160,152	165,692	176,273	181,291	175,508	184,100	175,655	-0,4%	-4,6%
Créances douteuses brutes	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	-7,2%	-18,2%
Encours total	126,652	153,049	161,008	166,410	176,964	181,907	176,471	184,884	176,296	-0,4%	-4,6%
Taux de créances douteuses	0,8%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,4%	0,0 pt	-0,1 pt
TOTAL											
Encours sain	6 792,785	7 012,201	7 189,081	7 657,889	7 653,433	7 909,689	8 198,924	8 764,596	8 805,240	15,0%	0,5%
Créances douteuses brutes	457,642	464,660	467,122	496,419	498,964	523,154	522,198	501,861	505,905	1,4%	0,8%
Encours total	7 250,427	7 476,861	7 656,203	8 154,308	8 152,397	8 432,843	8 721,122	9 266,457	9 311,145	14,2%	0,5%
Taux de créances douteuses	6,3%	6,2%	6,1%	6,1%	6,1%	6,2%	6,0%	5,4%	5,4%	-0,7 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	65,4%	64,3%	64,9%	61,2%	60,2%	60,6%	63,8%	67,6%	67,9%	7,7 pt	0,3 pt

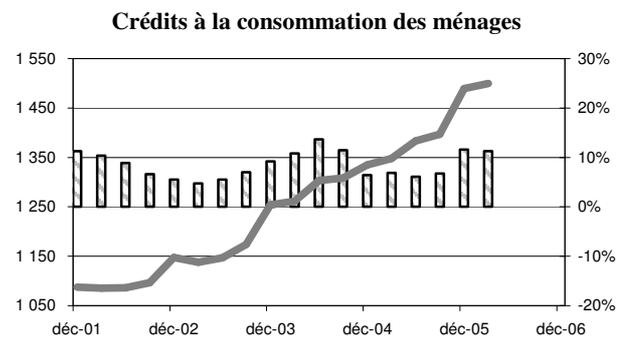
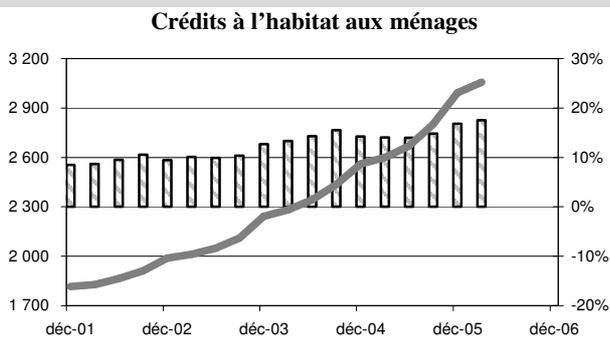
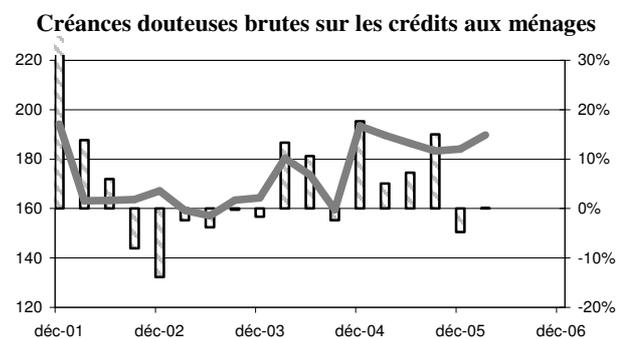
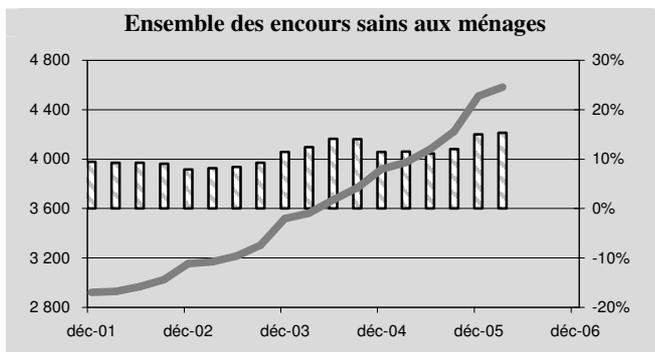
L'évolution de l'endettement des agents économiques



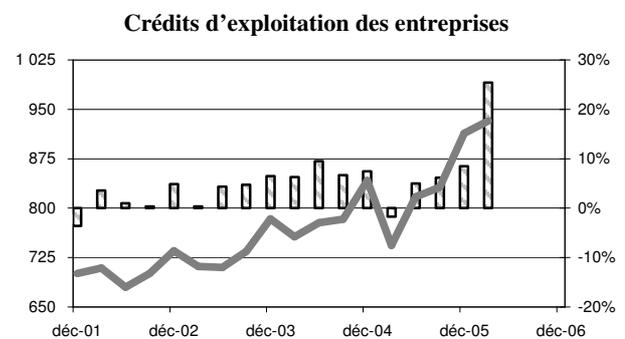
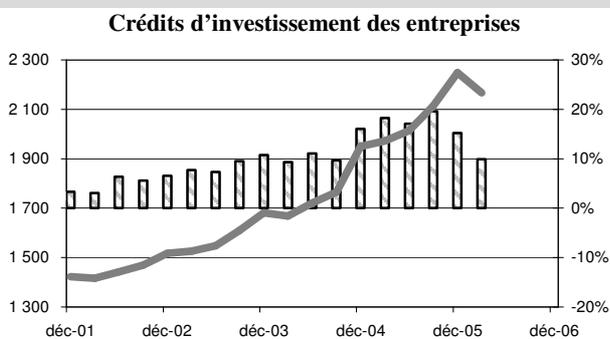
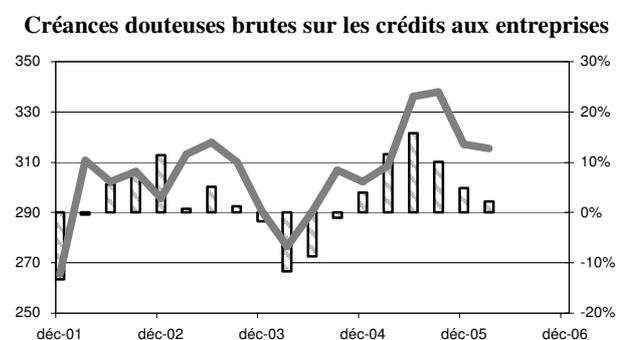
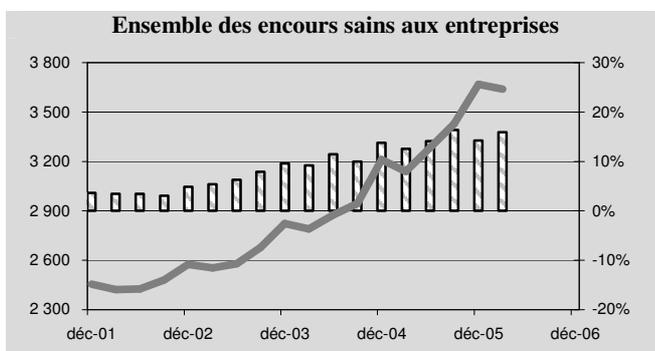
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises

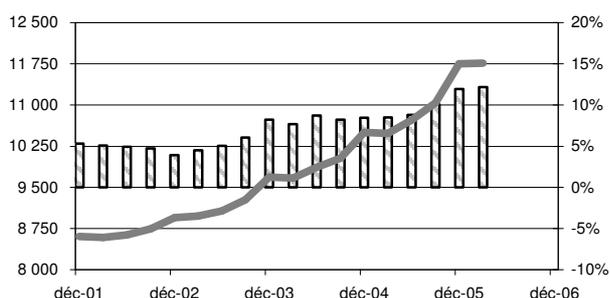


Conjoncture financière et bancaire

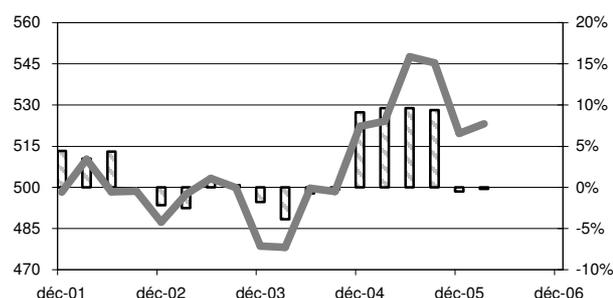
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros								Variations		
	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	mars-06	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	760,210	786,187	783,852	844,695	750,492	819,425	838,626	912,479	939,739	25,2%	3,0%
<i>Créances commerciales</i>	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	124,984	-4,0%	-14,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	465,788	464,783	456,941	492,597	434,925	460,625	490,010	507,203	508,850	17,0%	0,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	219,769	80,4%	27,2%
<i>Affacturation</i>	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	86,136	35,4%	0,1%
Crédits d'investissement	1 713,387	1 759,979	1 807,866	1 991,068	2 011,734	2 055,249	2 153,185	2 278,490	2 197,775	9,2%	-3,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 527,438	1 565,443	1 604,954	1 775,226	1 806,085	1 850,254	1 946,565	2 070,280	2 015,497	11,6%	-2,6%
<i>Crédit-bail</i>	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	182,278	-11,4%	-12,5%
Crédits à l'habitat	2 031,382	2 051,163	2 077,498	2 121,169	2 140,468	2 169,168	2 207,783	2 262,500	2 290,128	7,0%	1,2%
Autres crédits	68,834	67,835	68,536	56,993	49,340	51,094	50,316	33,048	27,472	-44,3%	-16,9%
Encours sain	4 573,813	4 665,164	4 737,752	5 013,925	4 952,034	5 094,936	5 249,910	5 486,517	5 455,114	10,2%	-0,6%
Créances douteuses brutes	280,746	300,563	313,721	310,852	316,740	343,099	343,953	324,100	322,183	1,7%	-0,6%
Encours total	4 854,559	4 965,727	5 051,473	5 324,777	5 268,774	5 438,035	5 593,863	5 810,617	5 777,297	9,7%	-0,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	5,8%	6,1%	6,2%	5,8%	6,0%	6,3%	6,1%	5,6%	5,6%	-0,4 pt	0,0 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 304,991	1 347,535	1 354,126	1 381,501	1 395,769	1 430,193	1 448,598	1 541,862	1 553,343	11,3%	0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 201,080	1 242,671	1 246,647	1 278,410	1 285,162	1 313,546	1 346,617	1 428,264	1 438,282	11,9%	0,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	54,488	6,3%	2,1%
<i>Crédit-bail</i>	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	60,579	2,1%	0,6%
Crédits à l'habitat	2 565,285	2 632,312	2 728,098	2 789,294	2 828,983	2 903,812	3 037,545	3 232,766	3 294,234	16,4%	1,9%
Autres crédits	26,885	31,163	28,790	43,618	30,518	34,048	32,265	33,981	34,261	12,3%	0,8%
Encours sain	3 897,161	4 011,010	4 111,014	4 214,413	4 255,270	4 368,053	4 518,408	4 808,609	4 881,838	14,7%	1,5%
Créances douteuses brutes	190,587	182,480	168,088	199,214	195,231	193,253	189,276	188,742	194,505	-0,4%	3,1%
Encours total	4 087,748	4 193,490	4 279,102	4 413,627	4 450,501	4 561,306	4 707,684	4 997,351	5 076,343	14,1%	1,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,7%	4,4%	3,9%	4,5%	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	3,8%	-0,6 pt	0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,721	6,676	6,630	-44,5%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,900	3,413	3,835	-56,6%	12,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	2,795	-10,3%	-14,3%
Crédits à l'équipement	941,795	904,604	903,855	987,057	981,083	950,734	971,599	1 125,923	1 109,138	13,1%	-1,5%
Autres crédits	73,265	71,920	67,846	63,890	60,278	56,209	53,355	70,523	69,156	14,7%	-1,9%
Encours sain	1 026,790	991,083	981,832	1 059,470	1 053,314	1 015,992	1 031,675	1 203,122	1 184,924	12,5%	-1,5%
Créances douteuses brutes	5,762	15,845	15,785	11,511	11,479	10,613	11,141	6,033	5,823	-49,3%	-3,5%
Encours total	1 032,552	1 006,928	997,617	1 070,981	1 064,793	1 026,605	1 042,816	1 209,155	1 190,747	11,8%	-1,5%
<i>Taux de créances douteuses</i>	0,6%	1,6%	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	0,5%	0,5%	-0,6 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	168,776	196,088	202,237	212,821	226,405	252,786	244,290	254,913	243,248	7,4%	-4,6%
Créances douteuses brutes	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	0,641	-7,2%	-18,2%
Encours total	169,797	196,771	203,093	213,539	227,096	253,402	245,253	255,697	243,889	7,4%	-4,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	0,6%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,0 pt	0,0 pt
TOTAL											
Encours sain	9 666,540	9 863,345	10 032,835	10 500,629	10 487,023	10 731,767	11 044,283	11 753,161	11 765,124	12,2%	0,1%
Créances douteuses brutes	478,116	499,572	498,450	522,295	524,141	547,581	545,333	519,659	523,151	-0,2%	0,7%
Encours total	10 144,656	10 362,917	10 531,285	11 022,924	11 011,164	11 279,348	11 589,616	12 272,820	12 288,275	11,6%	0,1%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%	4,8%	4,9%	4,7%	4,2%	4,3%	-0,5 pt	0,0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	63,0%	60,1%	61,2%	58,5%	57,7%	58,2%	61,6%	65,6%	65,9%	8,2 pt	0,3 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.

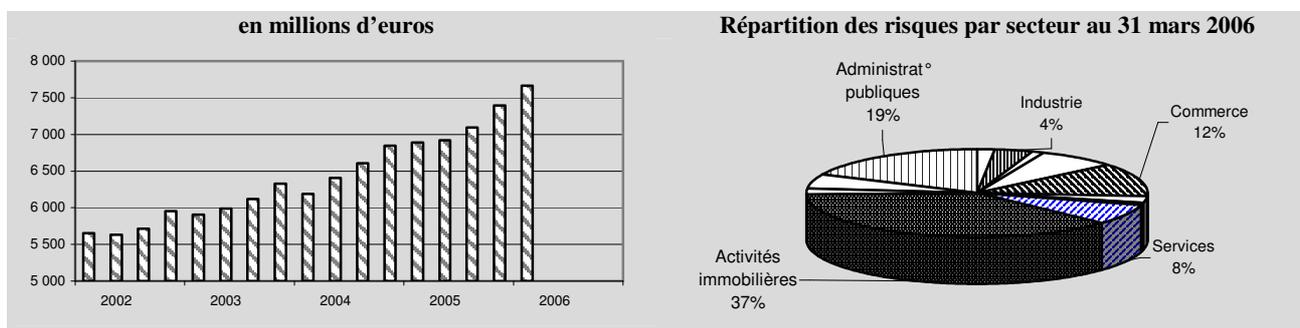


Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.

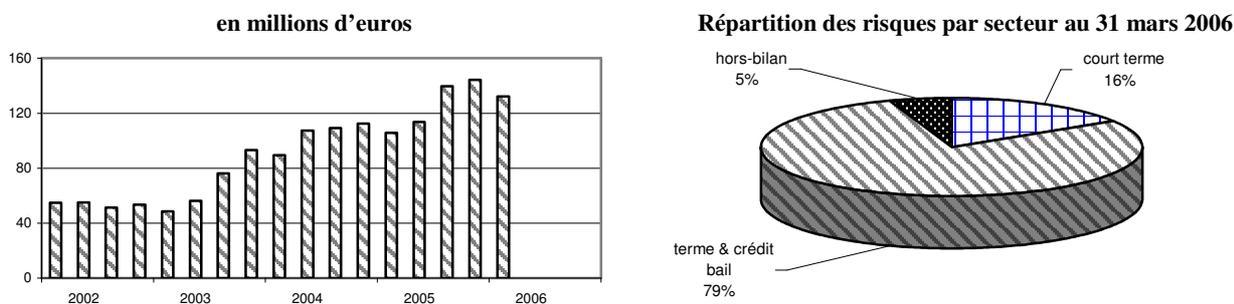


5. Risques sectoriels

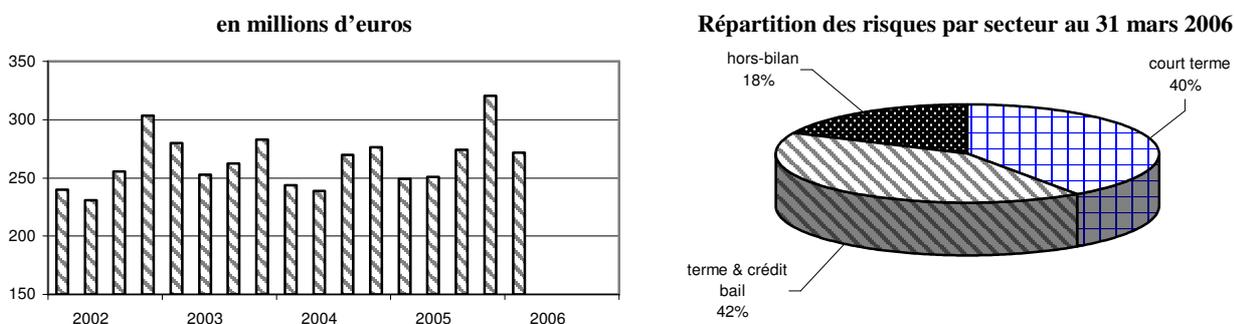
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



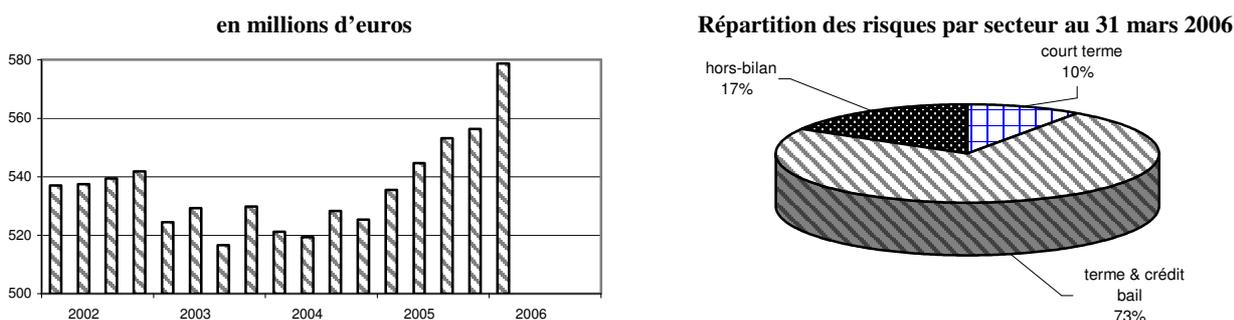
Risques bancaires sur le secteur primaire



Risques bancaires sur le secteur de l'industrie

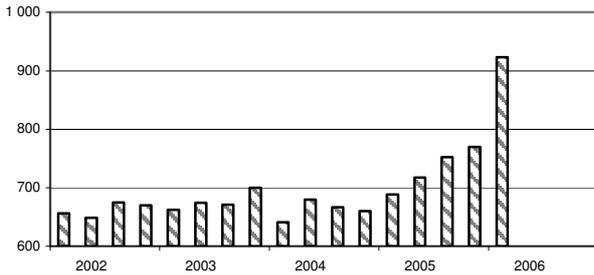


Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

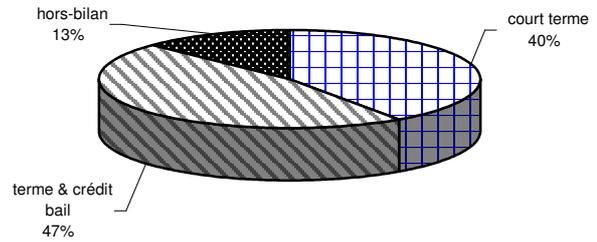


Risques bancaires sur le secteur du commerce

en millions d'euros

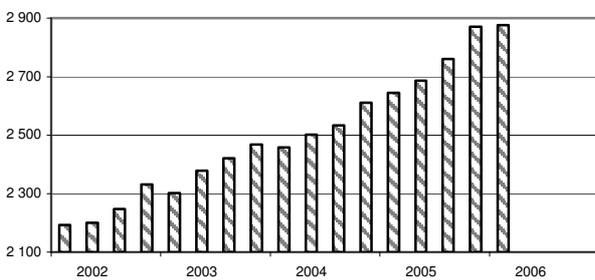


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2006

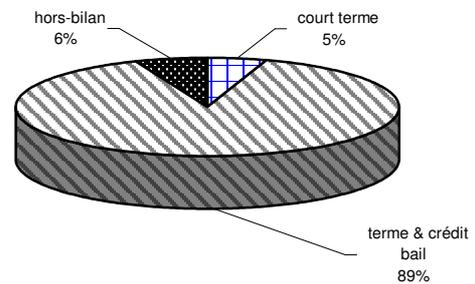


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

en millions d'euros

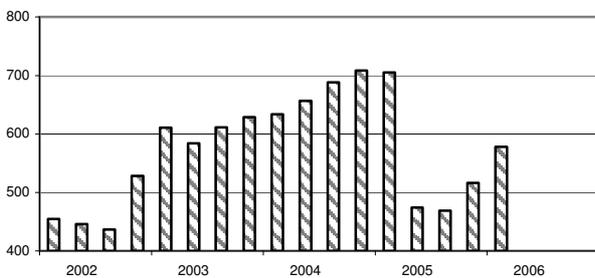


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2006

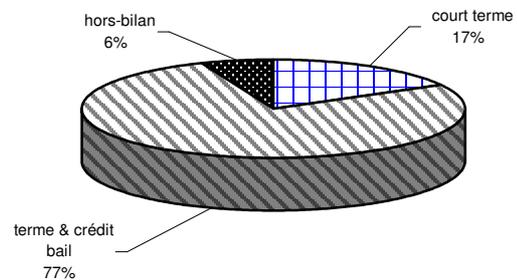


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

en millions d'euros

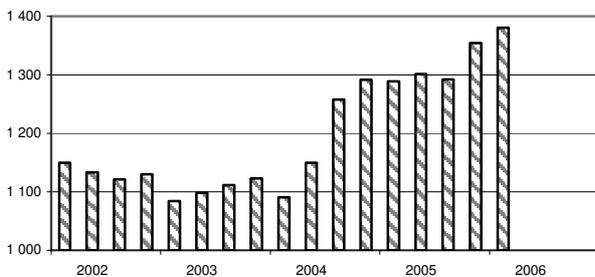


Répartition des risques par secteur au 31 mars 2006

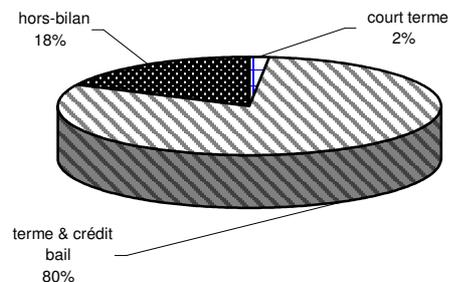


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 31 mars 2006



6. Rappel des taux

6.1 Taux réglementés

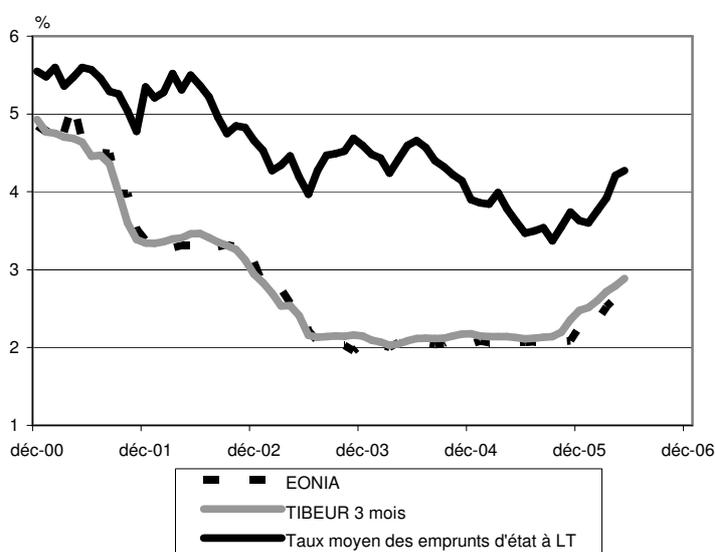
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (15/06/2006)	2,75%
Taux de la facilité de dépôt (15/06/2006)	1,75%
Taux de la facilité de prêt (15/06/2006)	3,75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/02/2006)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,25%	2,25%	3,25%
Plan Épargne Logement *	Cpte Épargne Logement *	
2,50%	1,50%	

* Hors prime d'état

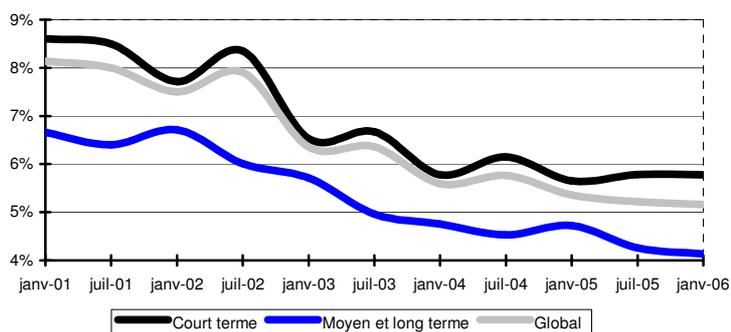
Taux d'intérêt légal	
Année 2005 (JO du 17/02/2005)	2,05%
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-05	juil-05	janv-06
Court terme	5,65%	5,78%	5,78%
. Escompte	5,98%	5,93%	5,56%
. Découvert	5,52%	6,70%	6,06%
. Autres CT	5,49%	4,38%	5,64%
Moyen et long terme	4,72%	4,26%	4,13%
Taux moyen pondéré global	5,36%	5,22%	5,16%



6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		oct-04	janv-05	avr-05	juil-05	oct-05	janv-06	avr-06
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%	5,80%
	- Prêts à taux variable	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%	5,48%
	- Prêts relais	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%	5,68%
	Autres prêts							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%	20,21%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%	8,40%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%	17,81%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%	13,33%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. Monnaie fiduciaire

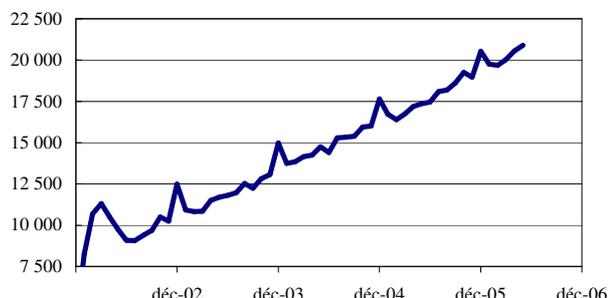
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin mai 2006)

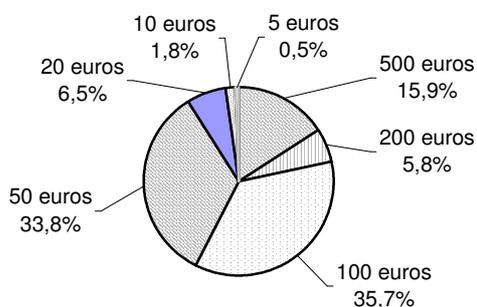
en valeur (en millions d'euros)



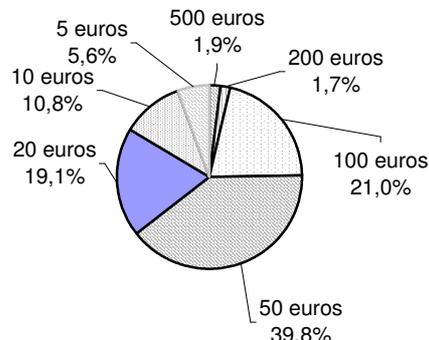
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 30 avril 2006



Répartition par quantité au 30 avril 2006



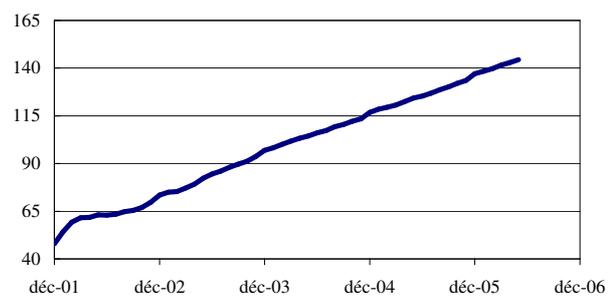
7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin mai 2006)

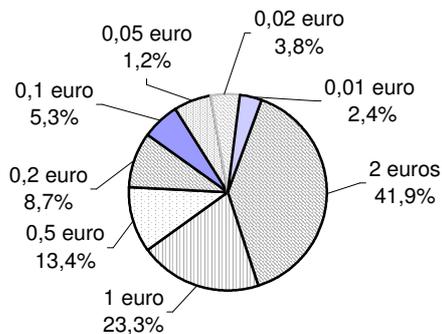
en valeur (en millions d'euros)



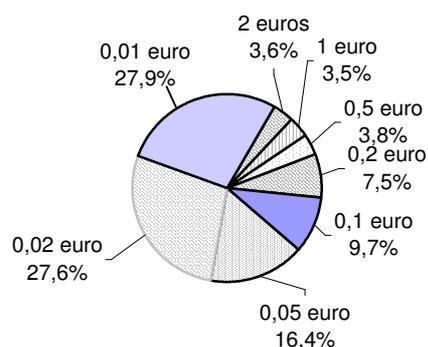
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 31 mai 2006



Répartition par quantité au 31 mai 2006



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 7 juillet 2006

Dépôt légal – Juillet 2006